



**PRÉFÈTE  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL/UD/AL  
DDPP/SPE1/AC**

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL-2024-138  
imposant des prescriptions complémentaires  
à la société TOTALENERGIES ONETECH  
pour le Centre de Recherche qu'elle exploite chemin du canal à SOLAIZE**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié autorisant la société TOTAL MARKETING SERVICES à exploiter au sein de son centre de recherche, sis chemin du canal à SOLAIZE, une aire de stockage et de mélange de carburants et combustibles ;

VU la lettre du 30 mars 2022 transmise par la société TOTALENERGIES ONETECH, relative au transfert de l'autorisation environnementale pour l'exploitation des installations du centre de recherche de Solaize, à l'actualisation du classement des installations au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et à la modification des dispositions relatives à la surveillance des rejets dans l'eau ;

VU la lettre du 8 décembre 2022 transmise par la société TOTALENERGIES ONETECH, faisant suite à l'analyse de risques relative aux zones n°32004 et n°32005, concernant les barrières de sécurité à mettre en œuvre compte tenu des effets thermiques sortant du site ;

VU la lettre du 27 mai 2024 et le dossier de porter à connaissance transmis le 10 juin 2024, portant sur la gestion des « eaux huileuses » durant les travaux de rénovation du décanteur API ;

VU le rapport du 28 juin 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 3 juillet 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la société TOTALENERGIES ONETECH a cessé l'exploitation de la zone n°32004 afin de supprimer les effets dominos hors site qui en étaient issus ;

CONSIDÉRANT que la société TOTALENERGIES ONETECH n'a pas mis en place les moyens de détection et d'intervention prévus du fait des effets thermiques létaux et irréversibles hors site issus de la zone n°32005, qu'elle prévoit de cesser l'exploitation de cette zone et qu'il convient de fixer une échéance pour cet arrêt d'exploitation ;

CONSIDÉRANT qu'il peut être donné une suite favorable à la demande de la société TOTALENERGIES ONETECH s'agissant de la méthode de mesure du paramètre DCO, sous réserve du respect des limitations définies dans le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées par la société TOTALENERGIES ONETECH concernant la gestion des « eaux huileuses » durant les travaux de rénovation du décanteur API sont notables et qu'elles ont été portées à la connaissance de la préfète du Rhône ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne constituent pas une extension et ne modifient pas significativement les effets et les risques sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'in fine, les modifications projetées ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures prévues sont de nature à permettre une exploitation compatible avec les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Le point 1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié est remplacé par :

« La société TotalEnergies OneTech (SIREN : 844 435 883), dont le siège social est situé 2 place Jean Millier, La Défense 6, 92 400 Courbevoie, est autorisée à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Solaize dans l'enceinte de son établissement, sis Chemin du canal, des installations listées à l'annexe 1.

Le tableau relatif aux activités exercées par la société TotalEnergies OneTech – Centre de Recherche de Solaize (CreS) est présenté en annexe 1.

Les installations sont installées et exploitées conformément aux déclarations et dossiers déposées, aux pièces qui y sont annexées, et sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié et de toutes autres prescriptions applicables. »

## **ARTICLE 2 :**

L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié est remplacée par l'annexe 1 du présent arrêté.

## **ARTICLE 3 :**

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié est complétée par les dispositions suivantes :

« La mesure du paramètre DCO peut être effectuée de manière régulière en utilisant la microméthode (ST-DCO, ISO 15705) en remplacement de la méthode de référence (DCO, NFT 90-101), sous réserve du respect des limitations définies dans le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE et de la réalisation :

- d'un calage initial avec la méthode de référence confirmant que les résultats obtenus sont équivalents au regard de l'objectif visé de vérification du respect de la valeur limite d'émission ;
- de calages réguliers avec la méthode de référence, réalisés à fréquence a minima annuelle, conformément à une procédure définie par l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées ;

Les résultats du calage initial et des calages réguliers sont consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

## **ARTICLE 4 :**

Durant les travaux de rénovation du décanteur API, les effluents collectés par le réseau « eaux huileuses » sont gérés conformément aux éléments du dossier transmis le 10 juin 2024, sous réserve du respect des dispositions du présent article. Ces dispositions sont applicables jusqu'à la remise en fonctionnement du décanteur API.

### **1 – Modalités de rejets et de suivi de la rétention n°32007**

L'exploitant met en œuvre toutes les mesures organisationnelles ou matérielles nécessaires pour garantir le respect des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié en cas de rejet des effluents au milieu naturel.

Les opérations de vidange de la rétention n°32007 sont réalisées sous surveillance permanente. L'exploitant s'assure, notamment par la réalisation de rondes à fréquence adaptée - a minima quotidienne – et la mise en place de repères, du maintien du niveau d'eau dans la rétention :

- à une hauteur minimale, d'au moins 30 cm, durant les opérations de vidange avec rejet au milieu naturel, permettant d'éviter l'entraînement des hydrocarbures en surface ;
- à une hauteur maximale, d'au plus 120 cm, permettant d'anticiper la gestion d'un éventuel évènement pluvieux exceptionnel.

### **2 – Surveillance des rejets**

La rétention n°32007 est équipée d'une détection d'hydrocarbures alarmée.

Le pH et la température des effluents rejetés sont mesurés et enregistrés en continu.

Les paramètres listés à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié sont mesurés lors de chaque opération de vidange de la rétention n°32007 conduisant à un rejet au milieu naturel, à partir d'un échantillon journalier représentatif. Cette fréquence de surveillance peut être modifiée, après accord de l'inspection des installations classées, sur demande motivée de l'exploitant démontrant qu'elle peut être allégée.

### **3 – Traçabilité**

L'exploitant tient un registre dédié dans lequel sont notamment consignés :

- les rondes effectuées,
- les observations (niveau d'eau, irisations, incidents en amont sur le site, déclenchement de la détection hydrocarbures, etc),
- les dates et heures des opérations de vidanges,
- les résultats des mesures réalisées (pH, température, analyses physico-chimiques, volume rejeté),
- le cas échéant, les volumes d'effluents pompés vers un stockage tampon.

#### 4 – Dérives

En cas de dépassement des valeurs limites d'émission, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et, avant toute reprise des rejets, met en œuvre les actions correctives nécessaires pour garantir leur respect.

#### **ARTICLE 5 : PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SOLAIZE et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairies de SOLAIZE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SOLAIZE fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

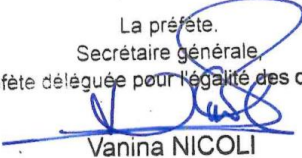
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision TotalEnergies OneTech, Centre de Recherche de Solaize, CRES - Chemin du Canal – BP22, 69 360 SOLAIZE, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

#### ARTICLE 7 : EXÉCUTION

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de SOLAIZE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TotalEnergies OneTech.

Lyon,  
Le 25 juillet 2024  
Pour la préfète,

La préfète.  
Secrétaire générale,  
Préfète déléguée pour l'égalité des chances  
  
Vanina NICOLI

Signé électroniquement par  
Vanina NICOLI

## Annexe 1 : Classement des activités et stockage au CRES au titre de la nomenclature des ICPE

Rubrique	Installations et activités concernées	Zone	Éléments caractéristiques	Régime
4734-1	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</b> La quantité totale susceptible d'être présente [...] étant : 1. Pour les[...] stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Quantité totale de 205 t (dont 100 t d'essence) :		DC
		52: Banc moteur	7 cuves enterrées double enveloppe (5x30+6+80) d'un volume total de 236 m <sup>3</sup>	
			1 slop enterré de liquide inflammable catégorie 1 : 3 m <sup>3</sup>	
4734-2	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</b> La quantité totale susceptible d'être présente [...] étant : 2 Pour les autres stockages : b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Quantité totale de ≤ 250 t (dont 35 t d'essence) :		DC
		32 : stockage en fûts	Zone 32009 : catégorie 1 ≤ 40 m <sup>3</sup> (200 fûts)	
			Zone 32005 (jusqu'au 01/01/2025) : catégorie 2 ≤ 100 m <sup>3</sup> (500 fûts)	
			Différentes zones hors zone 32004 : catégorie 1 et 2 ≤ 50 m <sup>3</sup>	
		65 : aire d'enfûtage	Stockage en fûts de 200 l au maximum (20 m <sup>3</sup> ) sur cuvette de rétention de liquide inflammable	
		Bât. 87 52 : Banc moteur	Slops pour essai incendie : 0,2 m <sup>3</sup> Slop (huile + FOD) : 4 m <sup>3</sup>	
		45 : Essais chaudières	Zone 45B07 : FOD - catégorie 2 : 1,5 m <sup>3</sup>	
		52 : Banc moteur	4 cuves aériennes (50+12+4+1,5) : 67,5 m <sup>3</sup>	
2921-1	<b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air [...]</b> (installations de) : 1. [...] a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Bâtiment 82	Installations de réfrigération par dispersion d'eau dans un flux d'air en circuit primaire semi-ouvert (2 tours aéroréfrigérantes – TAR)	E
			Puissance totale : 3 600 kW	

Rubrique	Installations et activités concernées	Zone	Éléments caractéristiques	Régime
1434-2	<b>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, [...]</b> 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	Installation de déchargement associée au dépôt de :		NC
		52 : Banc moteur	Par gravité	
		3207 Chaufferie	Camion distributeur	
1434-1	<b>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, [...]</b> 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	52 : Banc moteur	Installation de remplissage de liquides inflammables des récipients mobiles ou réservoirs des véhicules catégorie B ou C (3 distributeurs) : débit maxi : 20 m³/h	DC
2931-1	<b>Moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion (ateliers d'essais sur banc de) :</b> 1. Lorsque la puissance totale [...] est supérieure à 150 kW	Puissance totale : 7 602 kW		A
		Bâtiment 52	Banc marin : 500 kW	
			11 cellules (10 fixes et 1 dynamique CD1) d'essais de : • moteurs à explosion : 2 624 kW • moteurs à combustion interne : 4 120 kW	
		Bâtiment 56	1 cellule (cellule A 13): 220 kW	
4710	<b>Chlore</b> (numéro CAS 7782-50-5). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg	Emploi et stockage de chlore en capacité < 60 kg, quantité totale : 150 kg		NC
		Bâtiment 82	1 bouteille de 49 kg en emploi	
		Bâtiment 60	2 bouteilles de 49 kg en stockage magasin	
2910.A-2	<b>Combustion [...]</b> A. Lorsque sont consommés exclusivement [...] du gaz naturel [...], si la puissance thermique nominale totale [...] est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Installations de combustion alimentée au gaz de ville. Puissance totale de 9,84 MW		DC
		82 : Chaufferie	3 chaudières pour chauffage : < 7 MW	
			chaudières en essai	

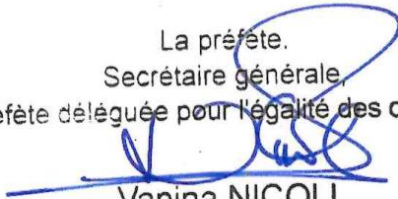
Rubrique	Installations et activités concernées	Zone	Éléments caractéristiques	Régime
2930-1	<b>Ateliers de réparation et d'entretien</b> de véhicules et engins à moteur [...] : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5 000 m <sup>2</sup>	Surface totale < 2 000 m <sup>2</sup>		DC
		Bâtiment 50	Atelier des bancs moteurs	
		Bâtiment 86	Atelier véhicules	
		Bâtiment 45	Atelier de réglage « Châssis Pollution » - cellule dynamique CD3	
1185-2.a	<b>Gaz à effet de serre fluorés [...]</b> 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques [...], la quantité cumulée de fluide [...] étant supérieure ou égale à 300 kg	Site	Quantité cumulée : 2 000 kg	DC
1185-2.b	<b>Gaz à effet de serre fluorés [...]</b> 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements d'extinction [...], la quantité cumulée de fluide [...] étant supérieure ou égale à 200 kg	Cellules d'essais moteurs et salles de serveurs informatiques	Quantité cumulée : 2 300 kg	D
4110-2	<b>Toxicité aiguë catégorie 1 [...]</b> 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg	Bâtiment 40	Produits utilisés à des fins d'analyses dans le cadre des programmes de recherche. Quantité totale : 150 kg	DC

(A) : Autorisation / (E) : Enregistrement / (DC) : Déclaration avec contrôle périodique / (D) : Déclaration / (NC) : Non classé

Dans le cadre de l'article R.511-11 du code de l'environnement et d'après les éléments transmis par l'exploitant, le site exploité par la société TOTAL ENERGIE ONE TECH ne répond pas :

- à la règle de dépassement direct seuil haut ;
- à la règle de dépassement direct seuil bas ;
- à la règle de cumul seuil bas ;
- à la règle de cumul seuil haut.

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL 2024-138  
Pour la préfète,

La préfète.  
Secrétaire générale,  
Préfète déléguée pour l'égalité des chances  
  
Vanina NICOLI

Signé électroniquement par  
Vanina NICOLI  
Le 25 juillet 2024